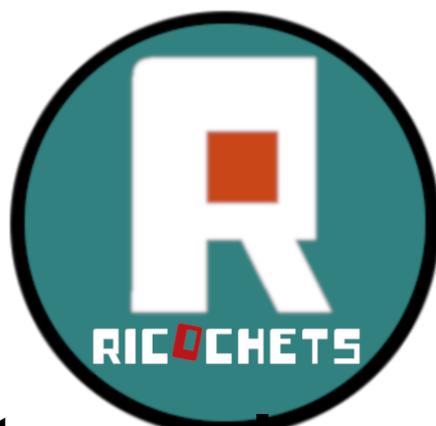


<https://ricochets.cc/Deux-voitures-de-surveillants-de-prison-incendiees-a-Valence-Attaques-en-serie-contre-le-monde-carceral-8329.html>



Deux voitures de surveillants de prison incendiées à Valence - Attaques en série contre le monde carcéral



- Les Articles -

Publication date: mercredi 16 avril 2025

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

En réalité, le vrai scandale n'est pas dans [les quelques biens matériels détruits](#) et les menaces de ces attaques en série, mais dans la violence du système carcéral et la surpopulation des prisons (le gouvernement Bayrou putschiste veut d'ailleurs faire construire en urgence avec le néofaschiste Darmanin des prisons préfabriquées en usine).

Le scandale, c'est l'existence et l'inflation du système policier, dont font partie les prisons et le système judiciaire. Surveiller, brutaliser et punir, c'est la politique du gouvernement, en phase avec un modèle de société fondé sur le chacun pour sa gueule, les inégalités sociales, la concurrence de tous contre tous, la valorisation de l'accumulation matérielle, l'absence de morale d'une société capitaliste où l'économie totalitaire règne partout, [indifférente à la guerre](#) et à [l'apocalypse climato-écologique](#) qu'elle provoque.



Deux voitures de surveillants de prison incendiées à Valence - Attaques en série contre le monde carcéral

Attaques en série contre le monde carcéral

Pas moins de neuf attaques ont eu lieu dans toute la France contre des établissements pénitentiaires dans les nuits du dimanche 13 au mardi 15 avril. C'est du jamais vu depuis les grandes mutineries qui ont eu lieu dans les prisons françaises dans les années 1970.

Dans la nuit de dimanche à lundi, sept véhicules ont été incendiés sur le parking de l'École nationale d'administration pénitentiaire à Agen. Cet établissement forme les futurs matons. Le syndicat FO pénitentiaire parle d'un « acte d'une extrême gravité sur le parking de l'ENAP. Un ou plusieurs individus sont arrivés en voiture, ont crié avant de mettre le feu à sept véhicules, provoquant un incendie ».

La nuit suivante, c'est à Réau, en Seine-et-Marne, que le véhicule d'une surveillante a été incendié et que trois autres voitures ont été couvertes de liquide inflammable. Ensuite, sept autres établissements ont été visés. Devant la maison d'arrêt de Nîmes, une voiture a été brûlée. Devant la prison de Toulon, des tirs à l'arme lourde ont visé la porte de l'établissement, et quinze impacts ont été relevés. À Villepinte, en Seine-Saint-Denis, des voitures ont aussi été incendiées devant la maison d'arrêt, ainsi que devant celle de Nanterre, dans les Hauts-de-Seine.

À Aix-en-Provence deux véhicules se sont embrasés et le portail des Équipes régionales d'intervention et de sécurité

Deux voitures de surveillants de prison incendiées à Valence - Attaques en série contre le monde carcéral

- ERIS, une unité de police particulièrement violente, spécialisée dans les interventions en prison - a été pris pour cible. À Marseille, des voitures de surveillants ont été taguées et une autre incendiée près des locaux de la protection judiciaire de la jeunesse. Les initiales DDPF figuraient sur les carrosseries, pour « Droits des prisonniers français », un sigle mystérieux. À Valence enfin, deux voitures de matons se sont aussi consumées devant la prison.

Ces actions visant les prisons sont coordonnées, nombreuses et visiblement organisées. « Est-ce une provocation de narcobandits face à la politique pénitentiaire de Gérald Darmanin ? Le fait de membres de l'ultra gauche ? Rien n'est à ce stade revendiqué » se demande le journal Le Parisien. Les enquêteurs disent avoir « identifié un canal Telegram » intitulé « Droits des prisonniers français » qui serait « suspecté d'être lié à des groupuscules d'ultra-gauche ». Info ou intox ?

Quoiqu'il en soit, le Parquet national antiterroriste est saisi d'une enquête pour « association de malfaiteurs terroristes en vue de la préparation d'un ou plusieurs crimes d'atteinte à la personne et dégradation ou détérioration en bande organisée du bien d'autrui et tentative d'assassinat en relation avec une entreprise terroriste ». Des moyens très invasifs de surveillance et d'enquête sont donc déployés.

La situation dans les prisons françaises est terrible

La situation dans les prisons françaises est terrible. **En février 2025, le nombre de détenus battait un record, atteignant le chiffre de 81.599.** Le seuil des 80.000 prisonniers avait été franchi pour la première fois en novembre 2024, et il ne fait qu'augmenter. 21.631 personnes enfermées ne sont que des prévenues, c'est-à-dire des personnes en attente de leur jugement et considérées comme innocentes aux yeux de la justice.

Il y a à l'heure actuelle 62.363 « places opérationnelles » dans les prisons. Le calcul est vite fait : 130,8% de taux d'occupation. Ce taux grimpe même à 200% dans certains établissements, où près de 4.500 personnes se retrouvent à dormir sur le sol. Cette surpopulation carcérale place la France au troisième rang des plus mauvais élèves d'Europe, juste après Chypre et la Roumanie.

Chaque année, plusieurs dizaines de personnes détenues se suicident derrière les barreaux - 149 en 2023. Le taux de suicide est 6 fois plus élevé chez les personnes enfermées qu'à l'extérieur. Fin janvier 2025, le garde des sceaux Gérald Darmanin annonçait la création d'une « super prison » pour « super délinquants », où seraient parqués les « 100 plus gros narcotrafiquants ». **Toujours plus de moyens pour surveiller et punir plutôt que trouver des solutions à la racine des problèmes.**

Les incendies de ces derniers jours seraient-ils un retour de flamme ?

Plus de chiffres sur la prison : <https://contre-attaque.net/2025/03/04/prison-la-france-est-une-societe-carcerale/>

- ▶ source, et liens : <https://contre-attaque.net/2025/04/15/attaques-en-serie-contre-le-monde-carceral/>
- ▶ Depuis, une autre attaque a eu lieu : [Trois voitures incendiées devant la prison de Tarascon, au cours de la nuit ; Gérald Darmanin dénonce « une intimidation grave »](#) - Ces incendies surviennent au lendemain d'attaques coordonnées contre plusieurs établissements pénitentiaires en France.